

## Revue de presse du 15 au 31 mars 2021

### MOYEN-ORIENT

Turquie .....	2
---------------	---

### AFRIQUE

Kenya.....	2
------------	---

### EUROPE

#### Union européenne

Frontex.....	3
Pacte européen sur la migration et l'asile.....	4
Arrangement UE-Turquie.....	5

#### États membres de l'Union européenne

Espagne.....	5
Grèce.....	6
Chypre .....	6
Italie .....	7
France.....	8

#### États non-membres de l'Union européenne

Royaume-Uni.....	8
------------------	---

## MOYEN-ORIENT

### Turquie

- **Reuters**, [Three migrants found dead off Turkey coast, Ankara blames Greece](#), le 19 mars 2021 [ENG].
- **English Alarabiya**, [Turkey, Greece exchange words as three migrants found dead in water off the Aegean coast](#), le 19 mars 2021 [ENG].

Le ministre de l'Intérieur turc accuse les garde-côtes grecs d'avoir abandonné en mer sept migrant·e·s au large de l'île grecque de Chios, située à moins de 8 km des côtes turques, après les avoir tabassés. La Turquie accuse ainsi la Grèce d'être à l'origine de la mort de trois exilé·e·s ayant été battus, délestés de leurs biens, ligotés, et jetés à la mer sans gilet ni canot de sauvetage, et d'en avoir abandonné quatre autres à leur sort. Le ministre de l'Intérieur comme les garde-côtes grecs ont démenti ces accusations, qui s'ajoutent à la liste des allégations de violences et de refoulement émises de longue date à l'encontre de la Grèce, dont la responsabilité - conjointement à celle de l'agence Frontex - est engagée dans plusieurs cas de refoulements vers la Turquie depuis leur mise en cause par plusieurs ONG et médias en octobre 2020.

## AFRIQUE

### Kenya

- **InfoMigrants**, [Kenya : vers une fermeture du camp de réfugiés de Dabaab](#), le 25 mars 2021 [FR].
- **Africa News**, [Kenya : deux semaines avant la fermeture du camp de Dabaab](#), le 25 mars 2021 [FR].
- **Anadolu Agency**, [Kenya : Ultimatum de 14 jours à l'ONU pour fermer les camps de réfugiés](#), le 24 mars 2021 [FR].
- **Tuko**, [No more negotiations : Matiang'i gives UNHCR 14 days to announce closure of Dadaab and Kakuma refugee camps](#), le 24 mars 2021 [ENG].

Le gouvernement kényan ordonne pour des raisons sécuritaires la fermeture des camps de *Dadaab* et de *Kakuma*, accueillant au total 500 000 exilé·e·s somalien·ne·s et sud soudanais·e·s, sans aucune possibilité de négociations, et laisse quatorze jours aux humanitaires du HCR pour organiser ces fermetures. Depuis 2016, le gouvernement kényan a annoncé à plusieurs reprises sa volonté de fermer le camp de *Dadaab*<sup>1</sup>, citant des attaques terroristes planifiées depuis les camps (2013 et 2016) et considérant qu'en abritant des groupes terroristes affiliés à *Al-Shabaab*, ils constituaient une menace pour la sécurité nationale du Kenya. Un jugement rendu par une Cour kényane en 2017 avait considéré que les réfugié·e·s ne pouvaient être contraint·e·s à partir, les conditions en Somalie et au Soudan ne garantissant pas leur sécurité. De plus, les pays donateurs avaient fait pression sur le Kenya pour qu'il continue à accueillir ces réfugiés sur son territoire. Depuis, les relations entre le Kenya et la Somalie se sont durcies et Nairobi se dit prête à mettre son plan de fermeture à exécution.

---

<sup>1</sup> RFI, [Kenya : la fermeture du camp de réfugiés de Dadaab repoussé de six mois](#), 16 novembre 2016.

Peut-être est-ce là un moyen de faire pression sur la communauté internationale ou pour obtenir davantage de fonds. En tous les cas, si cette annonce effraie, elle semble extrêmement complexe à mettre en œuvre d'un point de vue logistique et humanitaire.

## EUROPE

### Union européenne

#### Frontex

- **EU Observer**, [Frontex guards in Greece could be armed by summer](#), le 18 mars 2021 [ENG]<sup>2</sup>.

L'agence européenne Frontex se considère comme une « force de maintien de l'ordre », voire « une force de police européenne », et ses instances tentent de clarifier sa situation juridique en matière de port d'armes. Si elle a été autorisée à porter des armes en Pologne, où est son siège, elle n'avait pas encore reçu l'autorisation de le faire dans les autres États membres dans lesquels des agents Frontex sont déployés. Son directeur exécutif, Fabrice Leggeri, a déclaré aux eurodéputé.e.s cette semaine qu'un « accord de transition » avait été conclu avec Athènes qui permettrait aux gardes de Frontex de porter des armes en Grèce, et qu'il espérait signer des accords comparables permettant le déploiement de personnel armé dans d'autres zones ou pays où Frontex est active (îles Canaries, Chypre, Italie, Bulgarie, Albanie, Monténégro...). La question du port d'armes des agents de Frontex se pose alors même que l'agence fait actuellement l'objet de multiples enquêtes par les institutions européennes sur le (non)-respect des droits fondamentaux dans l'exercice de ses fonctions.

- **Al Jazeera**, [EU refuses to approve Frontex's budget over human rights concerns](#), le 23 mars 2021 [ENG].
- **Ouest France**, [Les doutes sur la gestion et l'attitude de Frontex empêchent la validation de ses comptes](#), le 23 mars 2021 [FR].
- **The World News**, [La validation des comptes de Frontex reporté en raison d'« inquiétudes »](#), le 23 mars 2021 [FR].

La Commission du contrôle budgétaire du Parlement européen a décidé le 23 mars, le report de sa décision sur la validation des comptes 2019 de l'agence Frontex, dans l'attente des « clarifications » sur les accusations de refoulements de migrant.e.s. Le budget prévu pour l'année 2019 pour l'agence Frontex s'élevait à 333 millions. Dans un communiqué, les eurodéputé.e.s ont également exprimé leurs inquiétudes sur « le retard de recrutement des agents chargés du respect des droits humains, l'important déséquilibre femme-homme dans le Conseil d'administration de Frontex et les réunions avec des lobbyistes qui ne sont pas inscrits sur le registre de transparence de l'UE ». Un premier rapport publié le 1<sup>er</sup> mars par un groupe de travail nommé par le Conseil d'administration de Frontex avait dédouané l'agence dans les cas de refoulement dont elle était accusée. Mais les résultats d'une seconde enquête, menée par le groupe de contrôle parlementaire sur Frontex, sont attendus par la Commission du contrôle budgétaire du Parlement européen pour livrer sa décision.

---

<sup>2</sup> Article réservé aux abonné.e.s.

## Pacte européen sur la migration et l'asile

- **Euractiv**, [La réunion du Conseil sur les migrations « extrêmement constructive » d'après la présidence portugaise](#), le 16 mars 2021 [FR].
- **RFI**, [Réunion de l'UE ce lundi sur le retour des migrants n'ayant pas obtenu le droit d'asile](#), le 15 mars 2021 [FR].

Le 15 mars, une réunion présidée par le Portugal, entre les ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères des 27 États membres a eu lieu sur le renvoi dans les pays tiers des exilé-e-s débouté-e-s. Le « renforcement de la coopération avec l'Afrique du Nord » est un axe figurant parmi les engagements de la présidence portugaise dans la mise en œuvre du Pacte européen sur la migration et l'asile<sup>3</sup>. À l'issue de cette réunion, le ministre de l'Intérieur portugais a souligné les « progrès » réalisés dans les négociations entre les 27 États membres sur le renforcement des accords de réadmission. Ce sommet européen n'a pas donné lieu à des discussions sur l'accueil des exilé-e-s, sujet qui demeure conflictuel pour les États membres, et la Commission s'est concentrée sur les renvois, apparemment plus consensuels.

- **L'Union**, [Accueil des migrants : le « club des cinq » à Athènes](#), le 19 mars 2021 [FR].
- **Sud Ouest**, [Accueil des migrants : les cinq pays européens « en première ligne » se réunissent à Athènes](#), le 19 mars 2021 [FR].
- **Le Figaro**, [Les cinq pays « en première ligne » dans l'accueil des migrants réunis à Athènes](#), le 19 mars 2021 [FR].
- **InfoMigrants**, [5 EU states urge others to take in more migrants](#), le 22 mars 2021 [ENG].
- **The Guardian**, [EU's southern states step up calls for 'solidarity' in managing mass migration](#), le 21 mars 2021 [ENG].
- **Euronews**, ["Nous ne pouvons plus être punis pour notre position géographique" : migrants, un fardeau à partager](#), le 21 mars 2021 [FR].
- **Deutsche Welle**, [5 EU states urge other states to take in more migrants](#), le 20 mars 2021 [ENG].

À l'issue d'une réunion de deux jours à Athènes, l'alliance « Med 5 » composée de l'Espagne, l'Italie, la Grèce, Chypre et Malte ont élaboré des propositions communes destinées à alléger le « fardeau migratoire » qui pèserait sur les pays situés aux frontières extérieures de l'UE, dits « de première ligne ». Ceux-ci demandent un renforcement de la coopération des pays africains, asiatiques et du Moyen-Orient dans la réadmission de leurs ressortissant-e-s. L'alliance « Med 5 » demande également aux autres États membres de remplir leurs engagements concernant l'accueil des exilé-e-s, tout en demandant la mise en place d'un mécanisme de renvoi à l'échelle européenne.

---

<sup>3</sup> Portail de la présidence portugaise du Conseil de l'UE, « [Le pacte sur la migration et l'asile : la présidence mise sur un rapprochement plus profond entre les États membres](#) », 13 mars 2021.

## Arrangement UE-Turquie

- **Daily Sabah**, [NGO's call for renewal of EU-Turkey's migrant deal](#), le 18 mars 2021 [ENG].
- **InfoMigrants**, [Europe's foreign policy chief says EU-Turkey deal remains valid](#), le 17 mars 2021 [ENG].
- **Euronews**, [EU must renew migrant deal with Turkey 'as soon as possible'](#), le 19 mars 2021 [ENG].
- **Euronews**, [UE-Turquie : quel bilan pour le pacte migratoire signé il y a cinq ans ?](#), le 18 mars 2021 [FR].

Tandis que le chef de la diplomatie Joseph Borrell vantait les effets positifs de l'arrangement UE-Turquie, plusieurs ONG dénoncent dans une lettre ouverte<sup>4</sup>, l'atteinte portée au droit d'asile par l'arrangement UE-Turquie de mars 2016, à l'occasion de son cinquième anniversaire. Les ONG *Amnesty International*, *Human Rights Watch* (HRW) et *Oxfam* dénoncent en particulier l'« approche hotspot » sur les îles grecques et en Italie, et les conséquences de sa mise en œuvre en particulier en Grèce : l'enfermement des exilé·e·s dans des conditions indignes, « des pratiques violentes de contrôle aux frontières » ou des refoulements par les garde-côtes grecs, et « des retards immenses dans l'instruction de la demande d'asile ». Au vu des négociations autour du nouveau Pacte européen sur la migration et l'asile, les ONG signataires appellent les États membres à ne pas répéter « les mêmes erreurs » en répliquant l'« approche hotspot ». Mais l'UE ne semble en avoir cure et persiste dans sa politique d'externalisation avec la Turquie, qui sait négocier le rôle de garde-frontières qui lui est assigné, et qui tire de nombreux avantages à cette collaboration monnayée avec l'UE.

## Pays membres de l'Union européenne

### Espagne

- **InfoMigrants**, [Grande Canarie : de plus en plus de migrants dorment dans la rue pour éviter l'expulsion](#), le 16 mars 2021 [FR].
- **InfoMigrants**, [Canaries : ces centres dans lesquels les migrants ne veulent pas rester](#), le 19 mars 2021 [FR].

Plusieurs exilé·e·s, dont les embarcations avaient échoué sur les îles Canaries, ont quitté volontairement les centres gérés par la Croix Rouge, ou les hôtels touristiques mis à leur disposition, pour des campements informels. Ces derniers se sont multipliés depuis mi-février sur les îles Canaries pour accueillir les exilé·e·s souhaitant éviter leur transfert dans le centre de *Las Raíces*, les conditions de vie y étant indignes (surpopulation, manque d'accès aux soins et à la nourriture). Ces campements de fortune sont le plus souvent éloignés des villes, afin d'éviter aux personnes installées d'être pourchassées par la police. Plusieurs exilé·e·s avaient d'ailleurs été durement réprimé·e·s par la police nationale et locale le 12 mars dernier pour avoir manifesté contre les mauvaises conditions d'hébergement du centre. À ce jour, l'association locale *Somos Red* dénombre environ 800 personnes dans la rue sur la seule île de Grande Canarie, témoignant du manque de confiance des exilé·e·s à

---

<sup>4</sup> Oxfam (lettre ouverte), [Five years after the EU -Turkey statement, European Civil society demands an end to containment and deterrence at the EU's external borders](#), mars 2021.

l'égard des structures officielles. Même enregistré·e·s en tant que demandeur·euse·s d'asile ou en tant que réfugié·e·s statutaires, ceux-ci ne bénéficient pas d'un transfert en Espagne continentale, et demeurent bloqué·e·s sur une île devenue une « prison à ciel ouvert ».

## Grèce

- **Euractiv**, [L'UE alloue 276 millions d'euros à la Grèce, et appelle la Turquie à reprendre les migrants déboutés](#), le 30 mars 2021.
- **Liberté Algérie**, [La Turquie appelée à réadmettre les migrants renvoyés en Grèce](#), le 30 mars 2021.
- **InfoMigrants**, [Îles grecques : l'UE va allouer 276 millions d'euros pour les camps de migrants](#), le 29 mars 2021.
- **The Guardian**, [EU announces funding for five new refugee camps on Greek islands](#), le 29 mars 2021.

Durant sa visite des îles grecques de Lesbos et de Samos, la commissaire Ylva Johansson a annoncé le 29 mars qu'elle allait allouer 276 millions d'euros supplémentaires pour la construction des cinq camps sur les îles grecques, dont l'ouverture était initialement prévue en 2020<sup>5</sup>. Sa visite avait pour objectif de pousser le gouvernement grec à accélérer l'ouverture de ces nouveaux camps, qui, selon le ministre grec des migrations, seront prêts d'ici trois mois et offriront des « conditions de vie dignes » à ses résident·e·s. Pourtant, les exilé·e·s transféré·e·s dans les camps de *Kara Tepe* et *Vathy* après l'incendie de Moria subissent toujours des conditions de vie tout aussi indignes d'un point de vue sanitaire et sécuritaire<sup>6</sup>.

- **Ekathimerini**, [Migrant father charged with son's death on journey to Greece](#), le 18 mars 2021.

À la suite de la noyade de son fils de cinq ans, survenue en novembre dernier, un exilé afghan ayant tenté la traversée de la mer Égée (de la Turquie vers l'île de Samos) est poursuivi par les autorités grecques pour avoir mis en danger la vie de son fils. S'il est condamné, ce père de famille encourt jusqu'à dix ans de prison... Les poursuites pénales de survivant·e·s de noyade par les autorités étatiques pour mise en danger de la vie d'autrui, et en l'occurrence de leurs enfants, s'ajoutent aux trop nombreuses mesures de criminalisation des personnes migrantes, mais également aux nombreuses entraves destinées à les dissuader d'exercer leur droit à la mobilité.

## Chypre

- **The Guardian**, [Watchdog criticizes Cyprus's treatment of asylum seekers](#), le 18 mars 2021 [ENG].
- **Reuters**, [European rights watchdog raises migrant condition with Cyprus](#), le 18 mars 2021 [ENG].
- **InfoMigrants**, [Cyprus urged to improve its treatment of asylum seekers](#), le 19 mars 2021 [ENG].

<sup>5</sup> Rfi, [La Grèce veut construire de nouveaux camps de réfugiés en mer Égée](#), 14 février 2020.

<sup>6</sup> Voir La Croix, [Lesbos : après l'enfer de Moria, le cauchemar de Kara Tepe](#), 29 septembre 2020.

- **Cyprus Mail**, [Council of Europe pressures government over treatment of migrants](#), le 18 mars 2021.

Le Conseil de l'Europe demande aux autorités chypriotes d'améliorer le traitement des demandeur-euse-s d'asile, dans une lettre adressée au Premier ministre<sup>7</sup>, le 10 mars, à l'occasion du cinquième anniversaire de l'arrangement UE-Turquie de 2016. Le Conseil appelle plus particulièrement les autorités à investiguer les accusations de refoulements en mer et à améliorer les conditions d'hébergement des demandeur-euse-s d'asile dans le camp de *Pournara*, après la publication d'un rapport de *Human Rights Watch* (HRW) en 2020 dénonçant de sévères violations des droits. Le Premier ministre a fermement démenti les accusations de refoulements et allégué que les personnes renvoyées vers le Liban ne souhaitaient pas demander l'asile.

## Italie

- **Reuters**, [Italian prosecutor seeks trial for Salvini on migrants kidnapping charges](#), le 21 mars 2021 [ENG].
- **Euronews**, [Le parquet de Palerme réclame un procès contre Matteo Salvini](#), le 21 mars 2021 [FR].
- **La Repubblica**, [Open Arms, la procura di Palermo chiede il processo per Salvini. "Fu sequestro di persona". L'ex ministro in aula : "Ho difeso i confini"](#), le 20 mars 2021 [IT].

L'ancien ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, est poursuivi par le parquet de Palerme pour avoir refusé pendant une vingtaine de jour en 2019 le débarquement à Lampedusa des exilé-e-s secouru-e-s en mer par le navire *Open Arms*. Durant les quatorze mois de son mandat, M. Salvini a procédé à l'immobilisation de plusieurs bateaux humanitaires (*Open Arms*, *Sea Watch*) en les accusant « d'encourager l'immigration illégale » et « les activités des passeurs ». S'il est reconnu coupable des accusations contre lui, Matteo Salvini s'expose à quinze années de prison. Il sera fixé sur son sort à l'issue de la prochaine audience, le 17 avril.

- **Le Monde**, [Le navire humanitaire allemand « Sea Watch 3 » immobilisé en Italie](#), le 22 mars 2021 [FR].
- **Il Manifesto**, [Nuovo fermo amministrativo per la Sea Watch 3](#), le 21 mars 2021 [IT].

Le navire humanitaire allemand *Sea Watch 3* a une fois de plus été immobilisé par les garde-côtes italiens, après avoir été accusé de violer notamment « les règlements de sécurité de navigation » à la suite du sauvetage de 363 exilé-e-s. Pour rappel, le *Sea Watch* a déjà été contraint de suspendre ses activités en janvier 2019, en juin 2019 (suivi de l'arrestation de Carole Rackete), puis en septembre 2020. Les équipes des ONG *Médecins Sans Frontières* et *Save The Children* assurant des activités de sauvetage en mer ont en outre été inculpées en mars 2021 par les procureurs de Trapani (Sicile) pour « connivence avec les passeurs », et encourrent une peine de 20 ans de prison. Or, le *Sea Watch 3* rappelle inlassablement aux autorités italiennes les obligations résultant des conventions

---

<sup>7</sup> Lettre de la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe au ministre de l'Intérieur chypriote, [Cypriot authorities should investigate allegations of pushbacks and ill-treatment of migrants, improve reception conditions, and ensure an enabling environment for NGOs](#), 10 mars 2021

internationales et le manque d'alternatives en matière de sauvetage en mer qui pourrait justifier de la fin de leurs activités. L'arrivée de Mario Draghi au gouvernement italien en février dernier, présentée comme une soi-disant « rupture » avec le précédent gouvernement, a pourtant marqué la continuité de la criminalisation des solidarités<sup>8</sup>.

## France

- **InfoMigrants**, [Des migrants accusent des gendarmes de coups de feu à la frontière franco-italienne](#), le 29 mars 2021 [FR].
- **Sud-Ouest**, [Des migrants affirment avoir été visés par des tirs de la gendarmerie, les autorités démentent](#), le 28 mars 2021 [FR].

Une famille d'exilé·e·s afghan·ne·s ayant tenté le franchissement de la frontière franco-italienne a accusé les gendarmes français d'avoir ouvert le feu pour les refouler en Italie. Ce refoulement a donné lieu à l'hospitalisation d'une jeune afghane de 11 ans, conduite en état de choc à l'hôpital de Turin. Le parquet de Turin, spécialisé dans la protection des mineurs, a été saisi le 27 mars dernier à la suite de cette hospitalisation. La préfecture des Hautes-Alpes a démenti l'accusation de tirs, tout en concédant avoir arrêté la fillette ainsi que treize autres exilé·e·s le 25 mars dernier, avant de les remettre aux autorités italiennes « dans le cadre des opérations de contrôle à la frontière franco-italienne ». Si selon cet article les coups de feu semblent rares, les refoulements de migrant·e·s vers l'Italie par la police française aux frontières (PAF) sont fréquents et documentés par plusieurs associations. Dans un article d'*InfoMigrants* paru en février dernier, l'association *Tous Migrants* dénonce les refoulements effectués de manière routinière par la PAF : ceux-ci arrêtent les exilé·e·s arrivant par les montagnes sans enregistrer leur demande d'asile, les emmènent au poste de police de Montgenèvre, leur notifient une obligation de quitter le territoire (OQTF), et appellent la police italienne pour une remise à la frontière<sup>9</sup>.

## Royaume-Uni

- **The Guardian**, [UK considers sending asylum seekers abroad to be processed](#), le 18 mars 2021 [ENG].
- **Forbes**, [U.K. reportedly considering “inhumane” plan to send asylum seekers abroad for processing](#), le 18 mars 2021 [ENG].
- **Evening Standard**, [Gibraltar rejects suggestion it could be used to process asylum seekers from UK](#), le 18 mars 2021 [ENG].
- **The London Economic**, [Isles of Man and Gibraltar distance themselves from ‘vile’ Tory plans to hold UK asylum seekers](#), le 18 mars 2021 [ENG].

La ministre britannique des Affaires Intérieures, Priti Patel, va présenter son plan de réforme du système d'asile et d'immigration britannique dès la semaine prochaine. Parmi les mesures proposées, il est prévu d'examiner les demandes d'asile des exilé·e·s arrivant de « manière irrégulière » sur le sol britannique selon le modèle australien, c'est-à-dire de façon externalisée, dans

---

<sup>8</sup> Jacobin, [Italy's new “Pro-european” government is intensifying the war on migrants](#), 11 avril 2021.

<sup>9</sup> InfoMigrants, [‘Pushbacks’ in the French Alps : migrants report immediate deportation to Italy](#), 12 février 2021.



les territoires *offshore* britanniques (Gibraltar, île de Man). Cette mesure a été justifiée pour sauver des vies et « empêcher les exilé·e·s d’entreprendre une traversée dangereuse dans la Manche ». Une initiative similaire proposait en 2020 que les demandeur·euse·s d’asile soient transféré·e·s sur l’île de l’Ascension, située à 4000 miles du Royaume-Uni, et a finalement été abandonnée<sup>10</sup>.

Or, les organisations de défense des droits dénoncent les conséquences des politiques d’asile *offshore* sur les droits (longs délais d’instruction de la demande d’asile, isolement, absence de contrôle juridictionnel...) mais aussi la santé des exilé·e·s, avec par exemple, des cas d’automutilation et de suicide. Malgré cela, la volonté du gouvernement britannique d’externaliser l’examen de la demande d’asile est d’autant plus forte que le *Brexit* ne permet plus à l’Angleterre de transférer les exilé·e·s dans le premier pays européen d’arrivée. Le gouvernement cherche donc à garder les exilé·e·s le plus loin de ses frontières géographiques pour qu’ils et elles ne relèvent pas de sa responsabilité.

Mais les gouvernements autonomes de Gibraltar et Man ont tous deux exprimé leur refus d’héberger des centres de tri sur leurs territoires.

- **The Guardian**, [Migrants entering UK illegally to be liable for removal at any time](#), le 23 mars 2021 [ENG].
- **The Guardian**, [Priti Patel defends ‘inhumane’ overhaul of UK asylum system](#), le 24 mars 2021 [ENG].
- **La Presse**, [Le Royaume-Uni veut durcir son système d’asile](#), le 23 mars 2021 [FR].
- **Al Jazeera**, [Will the UK’s new rules stop undocumented immigration ?](#) le 24 mars 2021 [ENG].

Le gouvernement britannique a prévu de durcir son système d’asile, à la suite du *Brexit*, en traitant différemment les demandeur·euse·s d’asile selon qu’ils/elles soient arrivé·e·s au Royaume-Uni avec des documents valides et en passant par un poste frontière habilité, ou non.

La ministre de l’Intérieur, Priti Patel, s’est justifiée devant la chambre commune des députés, le 23 mars en déclarant que cette mesure visait à « décourager l’immigration illégale », à « sauver des vies » et à « punir les passeurs ». Elle prévoit d’expulser rapidement les exilé·e·s arrivé·e·s de manière « irrégulière » au Royaume-Uni et jugé·e·s inéligibles à une protection. Dans le cas où la demande d’asile aboutirait, la protection donnerait lieu à un permis de résidence temporaire et les possibilités de renvoi seraient régulièrement réévaluées, tout en limitant les possibilités de regroupement familial. Pour les exilé·e·s arrivé·e·s de « manière régulière », il est prévu que celles et ceux-ci disposent d’un permis de séjour permanent sur le territoire britannique. Cette réforme porte clairement atteinte au droit d’asile en ce qu’elle conditionne la protection des exilé·e·s non pas à des motifs de persécution objectifs, mais à la manière dont celles et ceux-ci ont pu arriver sur le territoire britannique, en violation flagrante de la Convention de Genève (article 31-1).

---

<sup>10</sup> Voir la [revue de presse du 1<sup>er</sup> au 15 octobre 2020](#).